

**CENTRE DE RECHERCHES SOCIOLOGIQUES SUR LE DROIT ET LES  
INSTITUTIONS PENALES (CESDIP/ ministère de la justice - CNRS)  
43 boulevard Vauban 78 280 GUYANCOURT  
(Tél. 34 52 17 00, 34 52 17 22, Fax. 34 52 1717)**

Ville de ROUBAIX

Séminaire européen « prévention de la délinquance et alternatives pénales  
atelier sur la peine aménagée

## **Inflation carcérale et aménagement des peines**

par Pierre Tournier

18 mai 1995

*En vingt ans, la population des personnes détenues en France métropolitaine est passée de 26032 (1.1.1975) à 51623 (1.1.1995), soit un accroissement de près de 100 %. Cette évolution n'a été interrompue que par les amnisties ou les grâces collectives, ces dernières étant devenues annuelles depuis 1991 (Figure 1). Au 1er avril de cette année, on compte 55 364 détenus (métropole). Un examen attentif des composantes de cette inflation carcérale va mettre en évidence toute l'importance de la question objet de ce colloque : l'aménagement des peines.*

## **1. Les composantes de l'inflation carcérale**

Sous réserve de quelques hypothèses simplificatrices, l'évolution de la population carcérale peut être schématisée par la formule  $P = E \times d$  où "P" représente le nombre moyen de personnes détenues, à une date donnée, au cours d'une année (ou nombre de "détenus-année"), "E" le nombre d'incarcérations au cours de l'année et d la durée moyenne de détention. La prise en compte de cette relation permet d'éviter certaines erreurs de diagnostic qui peuvent s'avérer lourdes de conséquence. Nous pensons au discours très démobilisateur, pour l'Etat comme pour les professionnels et les associations, qui consiste à dire : le fait que la population carcérale n'ait cessé de croître depuis 1975, selon un rythme encore plus soutenu depuis 1981, est la preuve de la très faible efficacité des politiques dites alternatives développées au cours des quinze dernières années.

Examinons l'évolution des flux d'entrées ("E"). Ces chiffres sont très rarement présents dans les débats sur la prison. E n'a cessé de croître de 1975 à 1980 : 1975 = 77 100 (métropole), 1980 = 97 000. Si cette tendance s'était poursuivie au delà de l'année 1980, suivant la même pente, on aurait pu avoir 117 000 incarcérations en 1985 et près de 140 000 en 1990. Dans la réalité, on a recensé, cette année là, 78 442 incarcérations soit deux fois moins ! Ce qui signifie que le changement de tendance a été d'ampleur considérable. Evidemment, en sciences sociales, il est rarement possible d'établir, de façon rigoureuse, des relations de cause à effet. Il est tout de même difficile d'admettre qu'il n'y a pas de rapport entre la baisse de E (84 000 entrées par an en moyenne depuis 1981 contre 97 000 en 1980) et le développement des alternatives à l'incarcération.

Les effets de ces politiques alternatives apparaissent sous d'autres formes :

- \* Le changement de tendance en 1985 en matière de détention provisoire : le nombre de prévenus n'avait jamais cessé d'augmenter depuis le début des années 1970; alors qu'il y a, début 1995, autant de prévenus qu'au 1er janvier 1985. La mise en application de la loi de 1984 sur l'instauration du débat contradictoire n'est certainement pas étrangère à ce résultat.
- \* La baisse du nombre de mineurs détenus à partir de 1987 obtenue, en partie, grâce aux lois de décembre 1985, décembre 1987 et juillet 1989.
- \* L'évolution du poids, dans la population des détenus condamnés définitifs, des personnes sanctionnées pour "vol correctionnel". On s'accorde à reconnaître qu'il s'agit des personnes les plus susceptibles, avec d'autres, de bénéficier de mesures alternatives. Cette proportion était de l'ordre de 50 % au début des années 1970, elle a diminué de façon continue depuis, pour atteindre son minimum absolu en janvier 1995 (20 %). Pour la première fois ce n'est plus

l'infraction la plus fréquente Elle est, désormais, dépassée, par les infractions à la législation sur les stupéfiants. (21 %).

Mais ces évolutions positives et cohérentes avec les politiques suivies n'ont pas permis de vaincre l'inflation carcérale (le seul outil capable de la freiner restant les grâces collectives) car entre en scène l'autre paramètre de l'équation : d.

Exception française au sein de la grande Europe ? Certes non ! Les statistiques produites dans le cadre du Conseil de l'Europe depuis 1983 montrent que l'inflation carcérale est un phénomène auquel très peu d'Etats échappent même si les taux de croissance du nombre de détenus varient de façon importante d'un pays à l'autre. Plus intéressant, nous avons mis en évidence que le modèle de croissance français observé depuis 1981 -accroissement du nombre de détenus dû aux durées de détention et non aux entrées qui elles ont tendance à diminuer- se retrouve dans la plupart des pays membres du Conseil de l'Europe. Il est utile de savoir qu'un problème commun se pose dans les mêmes termes; cela devrait pousser les Etats concernés à se rapprocher dans leur recherche de solutions difficiles à trouver.

### **Une croissance irrésistible des durées de détention ?**

La prise en considération du fait que l'inflation carcérale est principalement liée à l'accroissement des durées de détention devrait amener chacun à aborder la question des alternatives en termes nouveaux. Non, on ne réduira pas l'inflation carcérale en limitant le recours à l'incarcération ( problème d'entrées) si, simultanément les peines prononcées et/ou exécutées ne cessent de croître. Ce qui ne doit pas, pour autant, amener à l'abandon du développement des solutions alternatives aux courtes détentions (*voir supra*).

Rappelons ici le calcul, à notre avis, très démonstratif, que nous avons fait dans la recherche sur "le temps carcéral" : la suppression de toutes les détentions inférieures à 3 mois, -ce qui représente 60 % des détentions de la cohorte étudiée- ferait baisser de 12 % le total des journées de détention vécues par la cohorte; dans des conditions strictes de stationnarité, cela reviendrait à diminuer les journées vécues une année donnée de 12 % et donc l'effectif moyen de la population de 12 %. Un immense effort...pour un piètre résultat en terme de stock !

Ne faut-il pas appeler les choses par leur nom et parler "d'alternatives aux longues peines" ? L'expression est peu usitée, on le comprend, car difficilement admissible par l'opinion publique qui, en temps de crise économique et sociale, n'est pas portée vers la clémence. Cette expression peut recouvrir des mesures bien différentes : du changement législatif pour réduire les peines encourues inscrites dans la loi...à l'application des peines.

Une diminution de l'échelle des peines dans le code pénal n'est guère envisageable pour des raisons évidentes. La dernière mesure législative en ce domaine, l'invention de "la peine perpétuelle réelle" le montre bien ! On pourrait aussi penser que la situation critique des prisons puisse influencer les juges dans le sens d'une plus grande clémence. Mais il paraît douteux qu'une cour ou un tribunal qui a à juger un individu, en toute indépendance, tiennent compte de considérations en matière de démographie pénitentiaire. Toujours est-il qu'il ne semble pas inutile de développer la connaissance, souvent fragmentaire des magistrats en matière de population pénitentiaire ainsi que celle des citoyens, jurés d'assises potentiels. Reste les possibilités d'individualiser l'exécution des peines.

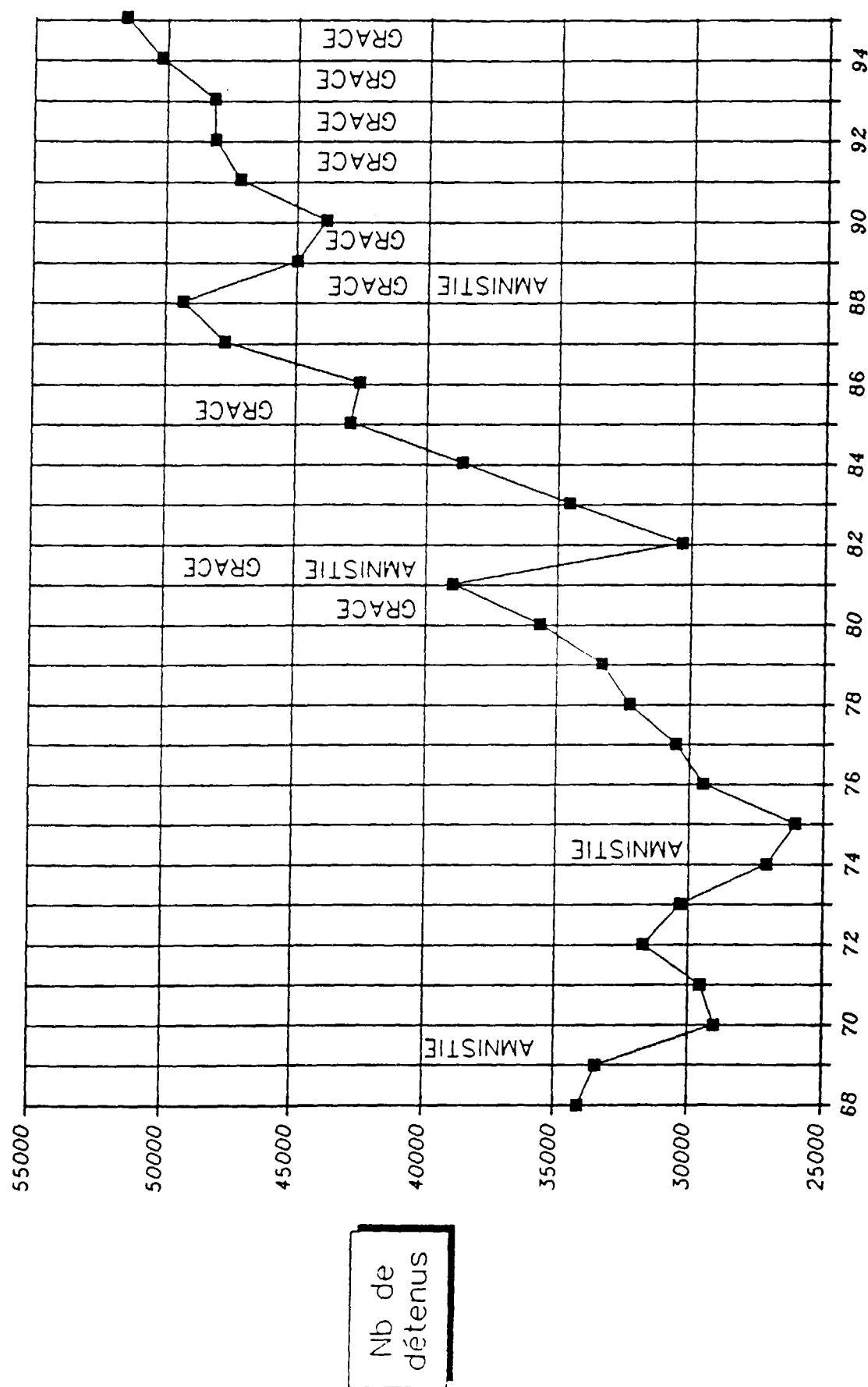
## Réduire les durées par l'individualisation des peines ?

On peut, pour des raisons idéologiques, être partisan des peines incompressibles : "une peine ferme prononcée doit être exécutée dans sa totalité". Une telle position, mise à mal par nos travaux réalisés sur la récidive (voir *infra*) clôt le débat ! Plus sérieusement, si l'on considère que l'individualisation est un principe acquis en matière de politique pénale, on ne peut guère être satisfait de la conjonction de quatre éléments : le développement des périodes de sûreté, la diminution des possibilités d'octroi des réductions de peine du fait de la loi de 1986 sur laquelle le législateur n'est pas revenu, la baisse des taux d'octroi des libérations conditionnelles et, enfin, la systématisation du recours aux grâces collectives, car il faut bien agir, dans l'urgence ! La seule façon de sortir de ces contradictions n'est-elle pas de trouver les conditions rendant possible une véritable "relance" de la libération conditionnelle ?

Mais avant d'aller plus loin, examinons les quelques données dont nous disposons sur les pratiques en matière de libérations conditionnelles et de réductions de peine (les tableaux statistiques sont présentés en annexe)

Fig.1

Nombre total de détenus au 1er janvier  
(métropole)



## 2. Evolution des pratiques en matière de libération conditionnelle

Pour étudier l'évolution des pratiques en matière de libération conditionnelle, le premier indice auquel on pense concerne la répartition des flux de sorties de prison selon le motif de la levée d'écrou. A partir de la statistique trimestrielle de la population incarcérée, gérée par le SCERI (service de la communication, des études et des relations internationales à la direction de l'administration pénitentiaire), on peut rapporter, pour une année donnée, le nombre de sorties en libération conditionnelle à l'ensemble des sorties « fin de peine + libération conditionnelle ». Nous avons calculé cette proportion sur la période 1973-1994, les données portant sur la métropole (Tableau 1). La proportion de libération conditionnelle est, sur toute la période étudiée, inférieure ou égale à 14 %. Ainsi la très grande majorité des libérations de condamnés a lieu en fin de peine.

La proportion de libération conditionnelle fluctue autour de 10 % en 1973-1980; elle tend à augmenter en 1981-1987, atteignant son maximum en 1987 (14 %), puis elle décroît pour se stabiliser autour de 9 %. Cet indice est très global et ne prend pas en compte le nombre de condamnés remplissant les conditions pour bénéficier d'une mesure de libération anticipée. Aussi avons-nous sérialisé, autant que faire se peut, les données plus intéressantes, publiées dans le rapport annuel de l'administration pénitentiaire depuis 1973.

Pour ce qui concerne la « *libération conditionnelle juge d'application des peines* », on dispose du nombre de condamnés remplissant les conditions (sauf en 1974, 1975 et 1976) ainsi que du nombre de condamnés admis et donc de la proportion d'admission. Pour la « *libération conditionnelle Garde des Sceaux* », les données sont plus fragmentaires.

Pour la phase de décision ministérielle, les données sont disponibles sur toute la période : nombre de propositions examinées par le comité consultatif (C), nombre d'arrêts d'admission (D) et donc proportion D/C.

Il n'en est pas de même pour la phase initiale de la procédure (commission d'application des peines). Le nombre de condamnés remplissant les conditions (A) n'est donné qu'en 1976, 1977, 1978, 1990 et 1991 ! Le nombre de propositions transmises à la Chancellerie (B) est connu sur toute la période à l'exception des années 1981 et 1989.

Par ailleurs, nous disposons, pour les années 1976 à 1991 (sauf 1989), du rapport D/A, estimation du pourcentage de détenus admis à la libération conditionnelle par rapport à l'ensemble des condamnés remplissant les conditions légales de délai. A l'aide de ce rapport, nous avons pu recalculé, pour les années manquantes, la quantité A, puis le rapport B/A.

### La libération conditionnelle - juge d'application des peines

Les données sont présentées dans le tableau 2. et font l'objet de la figure 2. En 1973, première année d'application de la loi du 29 décembre 1972, instituant la compétence du juge d'application des peines en matière de libération conditionnelle lorsque la durée de détention n'exède pas trois ans, la proportion d'admissions est proche de 30 %. 20 ans plus tard elle est de 10 %. La proportion connaît, en fait, une forte baisse depuis 1989. L'extension, en 1993, de la compétence du juge d'application des peines aux détentions n'exédant pas 5 ans (au lieu de 3 ans) n'a eu guère d'effet sur la tendance observée. Si l'on extrapole cette tendance, la libération conditionnelle JAP disparaît dans les 5 ans !

## La libération conditionnelle - Garde des Sceaux

Les données sont présentées dans les tableaux 3. et 4. et font l'objet de la figure 3. Il est possible de distinguer les deux phases du processus : sélection des dossiers transmis à la Chancellerie par le juge d'application des peines (rapport B/A) puis décisions au niveau ministériel (rapport D/C). Enfin on peut disposer d'un indicateur rendant compte de l'ensemble du processus en calculant D/A.

Pour la première phase, nous disposons de données sur la période 1976-1991. Aussi peut-on regretter que cette information ait disparu des derniers rapports annuels de l'administration pénitentiaire ! La proportion de dossiers transmis à la chancellerie, calculé par rapport au nombre de condamnés remplissant les conditions (B/A) n'a cessé de diminuer depuis 1976 passant de 43 % à 19 % en 1991 ! On peut être tenté d'interpréter cette diminution par une meilleure prise en compte, par les juges d'application des peines, de la jurisprudence du comité consultatif, seuls les dossiers ayant une forte chance d'être acceptés étant transmis à la Chancellerie. S'il en était ainsi on devrait voir la proportion d'arrêtés d'admission calculée par rapport au nombre de propositions examinées (D/C) augmenter. Il n'en est rien. Cette proportion a considérablement baissé de 1973 à 1980 passant de 86 % à 40 %, puis elle fluctue autour de 45 %. On notera tout de même le record observé au cours de la première cohabitation, en 1986-1987 (37 %).

Globalement, pour 100 cas examinés, en 1976, par la commission d'application des peines on compte, en définitive, 21 arrêtés du Garde des Sceaux. En 1991, dernière année disponible, le nombre est ramené à moins de 8. Ainsi cette proportion tend-elle asymptotiquement vers 0 !

Qu'il s'agissent de la « *libération conditionnelle juge d'application des peines* » ou de la « *libération conditionnelle Garde des Sceaux* », les mesures d'octroi se font de plus en plus rares. Les données disponibles ne permettent pas de savoir précisément à quoi est due une telle évolution. Il faudrait pour cela pouvoir calculer des taux par catégories de détenus (selon la longueur de la peine prononcée, le quantum des réductions de peine, la nature de l'infraction sanctionnée, les antécédents...). Les causes ont certainement à voir avec l'évolution de la structure des condamnés selon la nature de l'infraction : baisse de la proportion de condamnés pour vol correctionnel, croissance de la proportion de condamnés pour homicide, infraction sexuelle, infraction à la législation sur les stupéfiants. La détérioration de la situation économique rend, par ailleurs plus difficile la préparation à la sortie (obtention d'un emploi, voire d'un hébergement).

Fig.2

Libération conditionnelle - compétence  
juge d'application des peines

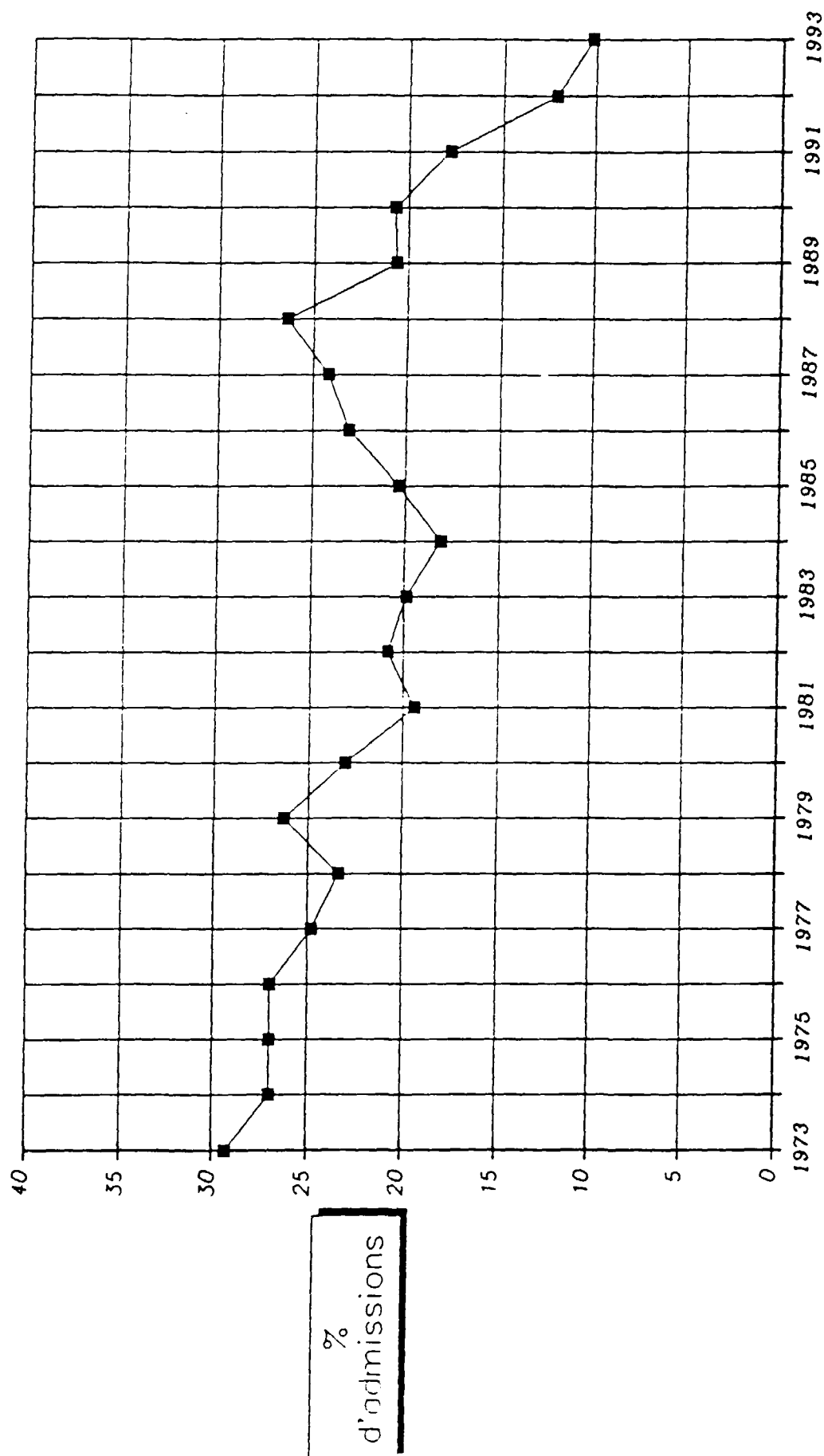
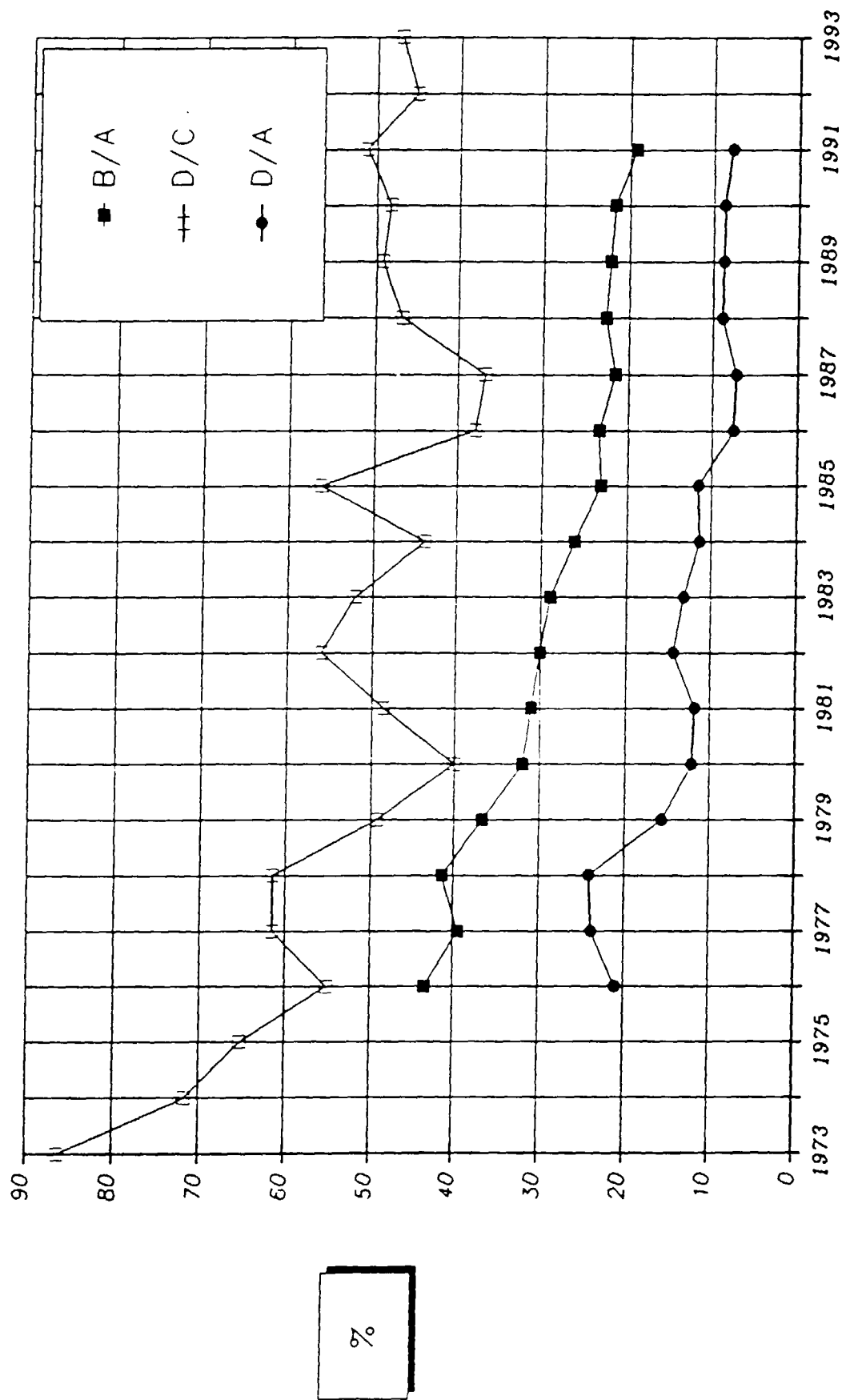


Fig.3

# Libération conditionnelle - compétence Garde des Sceaux



A : nombre de condamnés remplissant les conditions, B : nombre de propositions transmises à la Chancellerie, C : nombre de propositions examinées par le comité consultatif, D : arrêtés d'admission

### **3. Evolution des pratiques en matière de réduction de peine**

Les informations publiées dans le rapport annuel de l'administration pénitentiaire à propos des différentes sortes de réductions de peine permettent de connaître le nombre de cas examinés (A), le nombre de réductions accordées (B) et donc le pourcentage B/A, le nombre de réductions correspondant au maximum légal et donc le pourcentage C/B. Ces données permettent de distinguer le cas des courtes détentions (moins d'un an) de celui des plus longues (un an et plus). Nous avons constitué des séries statistiques qui commencent, selon les réductions considérées, en 1973, 1976 ou 1988. La qualité des données est fortement remise en cause dans le rapport 1991, les tableaux présentés n'étant pas toujours cohérents entre eux. Ces informations disparaissent complètement en 1992 et 1993. Ce qui est bien regrettable.

#### **Réduction de peine pour bonne conduite**

Introduite dans le code de procédure pénale par la loi du 29 décembre 1972, la réduction de peine pour bonne conduite devait bénéficier aux seuls détenus qui donnent des preuves suffisantes de bonne conduite et permettre ainsi d'individualiser le sort du condamné en fonction de son comportement et des efforts accomplis au cours de la détention (circulaire AP.72-11 du 30 décembre 1972). Dès l'année 1973, la proportion de réductions accordées est de plus de 90 % (Tableau 5. et Figure 4.). Elle va rapidement atteindre 96 % (1975) et rester à ce niveau par la suite.

L'article 721 du code de procédure pénale précise que la réduction ne peut excéder trois mois par année d'incarcération et sept jours par mois pour une durée d'incarcération moindre. Aussi est-il intéressant de connaître l'évolution de la proportion des réductions correspondant au maximum puisque ce n'est qu'à ce niveau que peut subsister une certaine individualisation de la mesure. C'est aussi un indicateur de plus ou moins grande clémence des juges d'application des peines -sans préjuger des motifs de cette clémence. En 1973, 46 % des réductions correspondent au maximum. Cette proportion ne va pas cesser d'augmenter par la suite; elle atteint 86 % en 1991. Ainsi la pratique d'octroi de cette réduction de peine pour bonne conduite tend à réduire de plus en plus son caractère individuel.

Que l'incarcération soit inférieure ou supérieure à un an ne modifie pas la proportion de réductions accordées. En revanche la croissance de la proportion de réductions correspondant au maximum est nettement plus forte pour les courtes détentions (moins d'un an). Elle est, en 1991, de près de 90 % pour les courtes détentions contre 80 % pour les détentions de plus d'un an.

#### **Réduction de peine exceptionnelle pour réussite à un examen**

La loi du 11 juillet 1975, entrée en vigueur le 1er janvier 1976, introduit dans le code de procédure pénale les articles 721.1 et 729.1 qui créent deux nouvelles catégories de réductions de peine : la réduction de peine exceptionnelle pour réussite à un examen et la réduction de peine supplémentaire. Les formes et conditions du prononcé de ces nouvelles réductions de peine sont les mêmes que celles de la réduction de peine générale, et leur durée ne peut excéder trois mois par année ou sept jours par mois d'incarcération. Ces deux réductions seront supprimées par la loi du 19 septembre 1986 et remplacées par une seule réduction appelée réduction de peine supplémentaire (nouvel article 721.1). A partir de 1987, elles ne peuvent concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

Pour ce qui est de la réduction de peine exceptionnelle pour réussite à un examen, on observe une proportion d'octroi de 88 % en 1976; elle va osciller par la suite autour de 92 % (Tableau 6 et Figure 5); cette proportion est calculée par rapport aux cas examinés par la commission d'application des peines sans que l'on sache si les procédures de sélection des dossiers à examiner ont évolué au cours de la période. On peut avoir une idée du caractère exceptionnel de la procédure en rapportant le nombre de cas examinés au nombre de cas examinés pour l'octroi de la réduction de peine pour bonne conduite. En 1976, la proportion est de 4 %, elle est de 5 % en 1980 et de 7% en 1986. Cette réduction concerne donc une petite minorité de condamnés. Lorsqu'elle est octroyée, la réduction correspond au maximum légal dans environ 60 % des cas, cette proportion variant assez peu sur la période 1976-1986.

### **Réduction de peine supplémentaire (loi du 11 juil. 1975)**

La réduction de peine supplémentaire prévue par l'article 729.1 peut être accordée sur la partie de la détention qui excède trois années effectives «aux condamnés présentant des gages exceptionnels de réadaptation sociale ». En 1976, la proportion de réductions accordées par rapport aux cas examinés est de 38 % (Tableau 7. et Figure 6.) Ce pourcentage va croître au fil des ans pour atteindre, en 1986, la valeur record de 90 %. Sur la même période, la proportion de réductions correspondant au maximum légal va augmenter pendant les premières années puis fluctuer autour de 60 %.

### **Réduction de peine supplémentaire (loi du 19 sept. 1986)**

Dans le numéro de janvier 1987 du Courrier de la Chancellerie, organe officiel du Ministère de la Justice, on lit la chose suivante, à propos de la loi du 19 septembre 1986 : « il convenait par ailleurs, de mettre fin à l'érosion des peines résultant de l'usage cumulé des trois possibilités légales de réduction. Désormais il n'y aura plus que deux cas de réductions de peine, la réduction pour bonne conduite et la réduction supplémentaire dont les conditions d'octroi sont strictement définies ».

Examinons , à partir des données de 1986, ce qu'il en est de « l'usage cumulé des trois possibilités légales de réduction »

|                                                              |       |
|--------------------------------------------------------------|-------|
| Cas examinés en vue de l'octroi de la RP pour bonne conduite | 55485 |
| RP accordées pour bonne conduite                             | 53406 |
| RP accordées pour bonne conduite = maximum                   | 42702 |
| <br>                                                         |       |
| Cas examinés en vue de l'octroi d'une RP pour examen         | 3651  |
| RP accordées pour réussite à un examen                       | 3390  |
| RP accordées pour réussite à un examen = maximum             | 1839  |
| <br>                                                         |       |
| Cas examinés en vue de l'octroi d'une RP supplémentaire      | 4998  |
| RP supplémentaires accordées                                 | 4498  |
| RP supplémentaires accordées = maximum                       | 2514  |

Les cas de cumul des trois réductions ne dépassent pas 6 % des condamnés susceptibles de bénéficier de réductions de peines. Si on se limite aux réductions maximales, le pourcentage

est inférieur à 4,5 %. Encore s'agit-on là de bornes supérieures, les pourcentages réels pouvant être très inférieurs à ces valeurs

Pour différentes raisons techniques, il est difficile de mesurer les effets de la loi de 1986 (Tableau 8.). On peut tout de même comparer le nombre total de réductions de peines accordées en 1986 et 1988 (nous n'avons pas les données pour 1987). Il ressort de cette analyse à grands traits que la loi de 1986 semble avoir eu un effet marginal sur l'importance des réductions accordées :

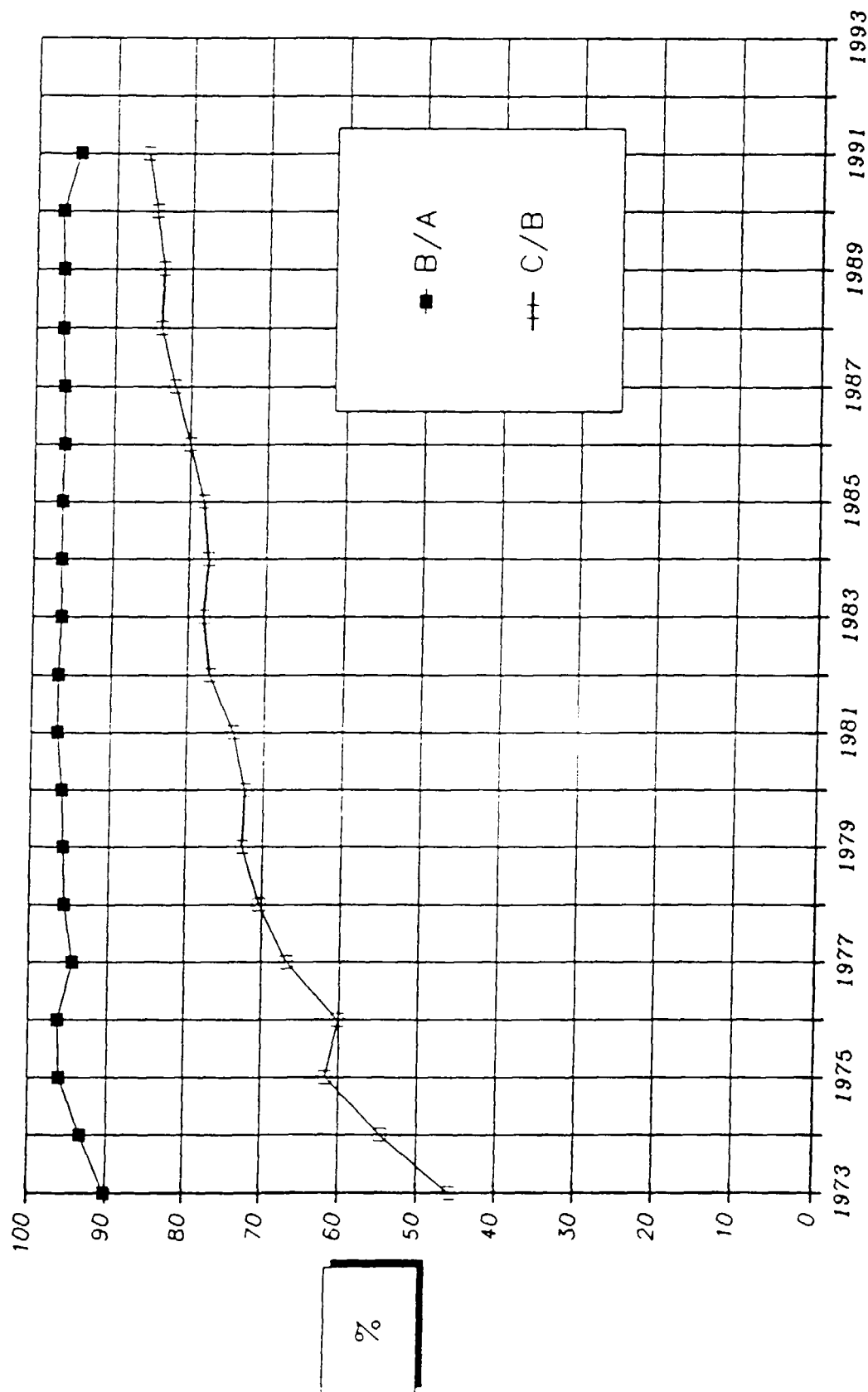
|                                                                                              | 1986  | 1988  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|
| Cas examinés en vue de l'octroi de la RP pour bonne conduite                                 | 55485 | 65263 |
| RP pour bonne conduite                                                                       | 53406 | 63051 |
| RP pour examen                                                                               | 3390  | 1583  |
| RP supplémentaire (loi du 11 juil. 1975)                                                     | 4498  | 4782  |
| RP supplémentaire (loi du 9 sept. 1986)                                                      | 0     | 8480  |
| Nombre total de réductions de peine                                                          | 61294 | 77896 |
| Nombre total de RP rapporté aux cas examinés en vue de l'octroi de la RP pour bonne conduite | 1,10  | 1,19  |

En chiffres absolus, ce nombre augmente de 27 % ! Naturellement cette croissance est due, en partie, à l'augmentation de la population carcérale. Aussi est-il nécessaire de rapporter ces nombres à un dénominateur. Pour ce faire, nous ne disposons que du nombre de cas examinés en vue de l'octroi de la réduction de peine pour bonne conduite. En 1986, nous obtenons un rapport de 1,10 contre 1,19 en 1986. Cette augmentation des réductions de peine est en partie compensée par le fait que les remises octroyées dans le cadre de la loi de 1986 sont plus faibles.

Toujours est-il que les tendances observées vont toutes dans le sens d'une moindre individualisation des peines exécutées. Ce phénomène est accentué par le recours, désormais systématique, aux grâces collectives. Cette situation donne d'autant plus d'importance à la question de la libération conditionnelle.

Fig.4

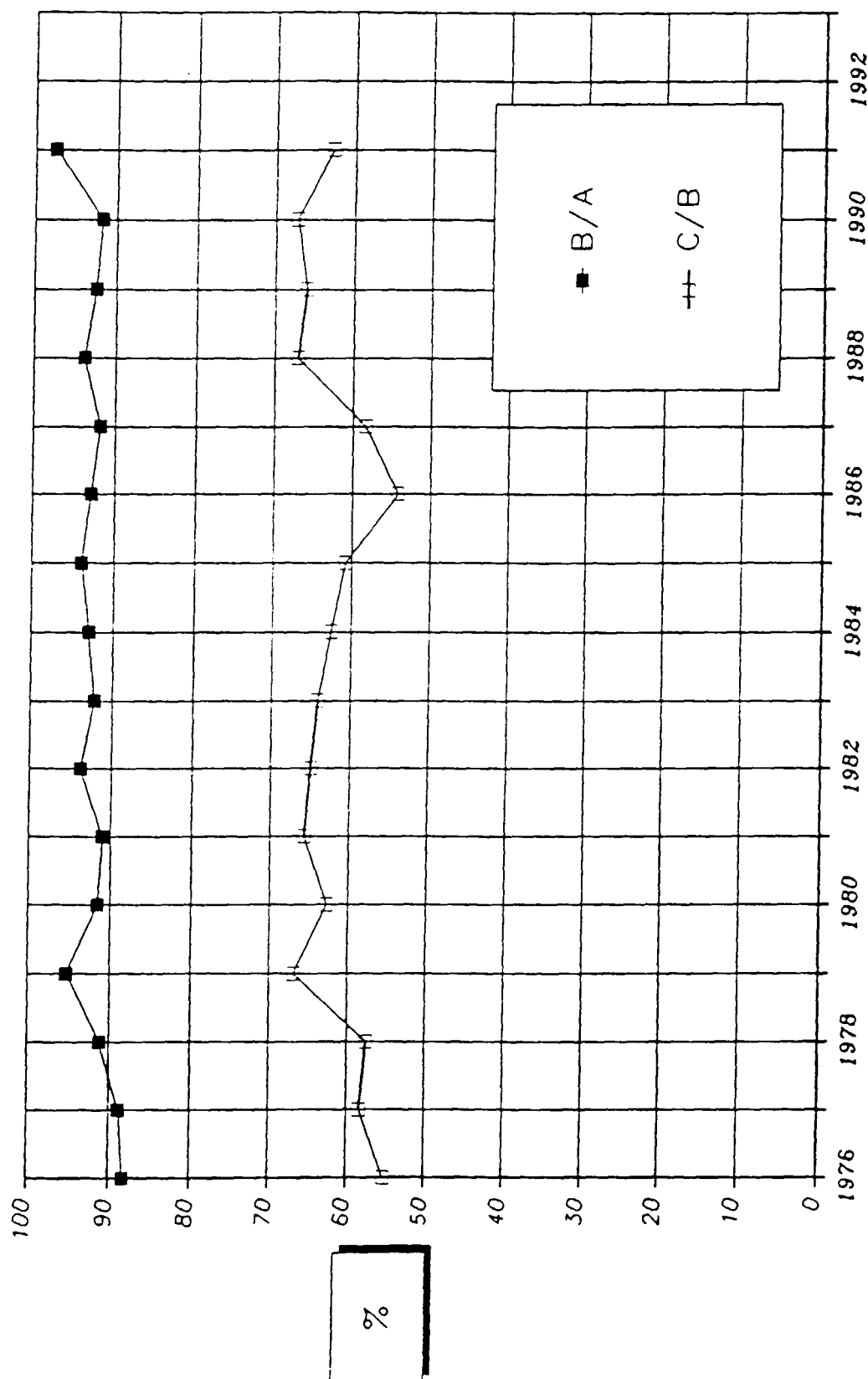
# Réductions de peine pour bonne conduite (métropole)



A : Cas examinés, B : réductions accordées, C : réduction maximum

Fig.5

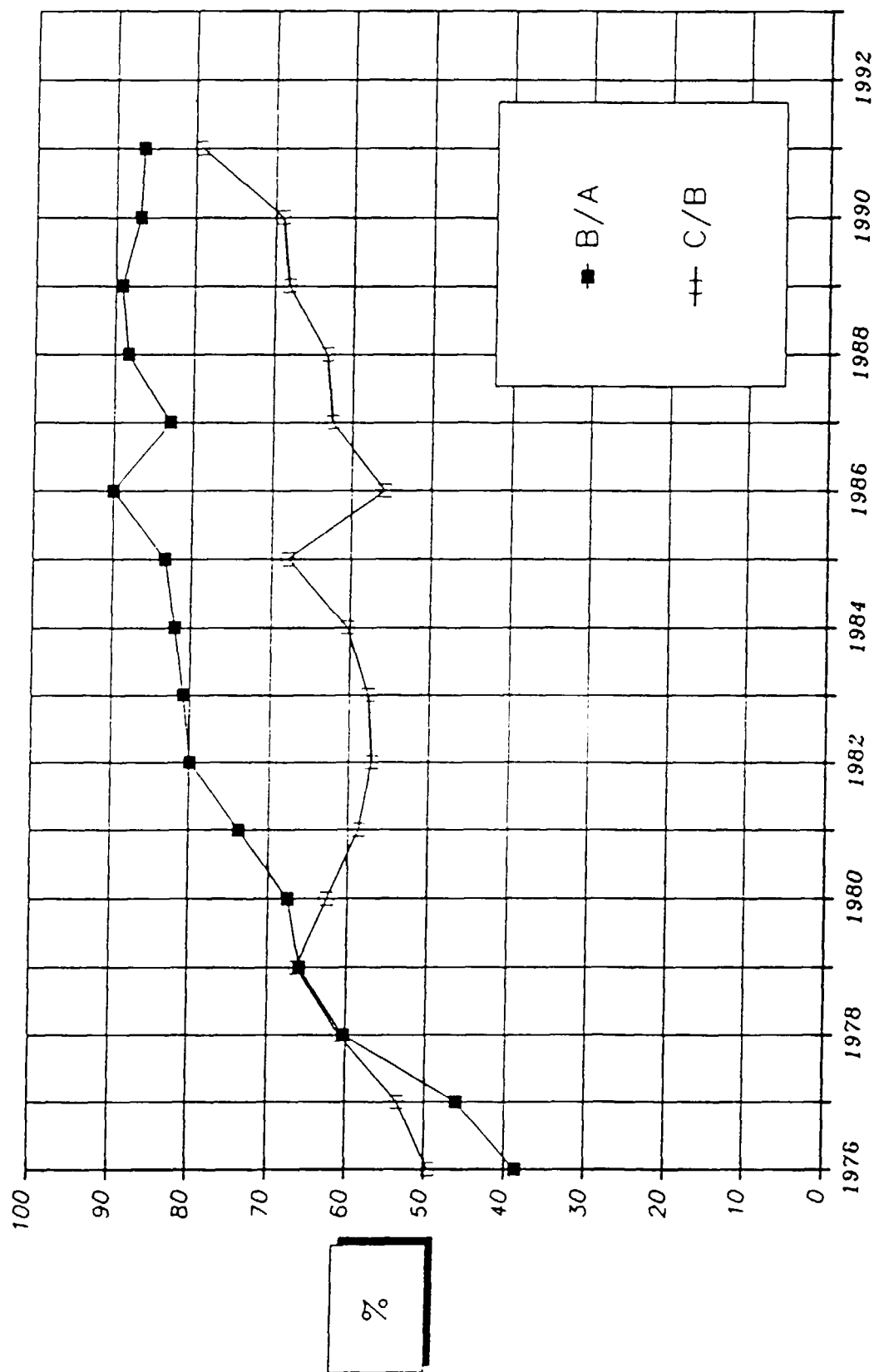
# Réductions de peine exceptionnelle pour réussite à un examen (métropole)



A : Cas examinés, B : réductions accordées, C : réduction maximum

Fig.6

Réductions de peine supplémentaires -  
loi du 11 juil.1975 (métropole)



A : Cas examinés, B : réductions accordées, C : réduction maximum

#### 4. Doit-on admettre l'abolition de fait de la libération conditionnelle ?

Accorder une telle mesure, pour le juge de l'application des peines comme pour le Garde des sceaux, c'est prendre un risque face à la récidive. Aussi serait-il souhaitable de réduire ce risque par des prises en charge effectives au sein de la prison adaptées aux condamnés (on pense par exemple aux délinquants sexuels ou aux toxicomanes lourdement sanctionnés pour trafic) mais aussi par le développement de mesures réelles de prise en charge et de contrôle après la sortie. Le rapport Cartier sur la prévention de la récidive des grands criminels contient des propositions très intéressantes à ce sujet.

Dans le cadre de cette communication, il convient d'insister sur un certain nombre de faits établis aux cours de nos travaux sur la "récidive" qui peuvent étayer une telle orientation.

\* L'enquête menée sur les condamnés à mort graciés et les condamnés à une peine perpétuelle, libérés entre le 1er janvier 1961 et le 31 décembre 1980, a mis en évidence l'existence de taux de retour en prison particulièrement faibles : pour les condamnés à mort graciés, le taux de retour était de 4 % (délai d'observation de six à vingt ans). Il était de 7 % pour les condamnés à perpétuité ( 8 % en se limitant aux cohortes de sortants "1961-1974" pour que le délai d'observation soit plus significatif). Dans huit cas sur dix, la nouvelle infraction était un délit. Combien de fois, dans tel ou tel débat, a-t-on eu le sentiment que certains pensaient, sans doute de bonne foi, que ces taux avoisinaient les 100 %, compte tenu de la gravité de l'infraction initiale...

\* C'est dans l'enquête sur les détenus libérés en 1973, condamnés à trois ans ou plus que nous avons montré, de façon très explicite, l'existence d'une corrélation entre proportion de la peine effectuée en détention et taux de retour en prison :

| Proportion de la peine effectuée<br>en détention | Taux de retour en prison<br>(délai de 7 à 8 ans) |
|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| Moins de 70 % .....                              | 28,5 %                                           |
| 70 à moins de 80 %.....                          | 42,6 %                                           |
| 80 % à moins de 90 %.....                        | 47,7 %                                           |
| 90 % et plus .....                               | 59,9 %                                           |

Cette corrélation positive se retrouvait dans chaque sous-population définie par les variables étudiées (âge au moment de la libération, passé judiciaire, type d'infraction, quantum).

\* Dans l'ouvrage *"Le retour en prison"*, nous avons comparé le taux de retour de cette cohorte de 1973 avec celui de la cohorte de 1982. Ce rapprochement était intéressant pour notre propos car la seconde cohorte avait bénéficié d'une réduction de la proportion de temps passé en détention ( 67 % au lieu de 78 %) sans que cette baisse ne s'accompagne d'une hausse du taux de retour en prison, bien au contraire : taux de retour de 34 % contre 39 % dans un délai de quatre ans après la libération. Ainsi les lois de 1972 et 1975 sur la libération conditionnelle et les réductions de peine ainsi que les mesures généreuses de juillet-août 1981 n'ont pas eu (du moins pour les populations étudiées) les effets néfastes que certains attendaient ou, pire, ont cru constater. C'est dans ce travail aussi que nous avons essayé d'aborder la question de l'influence des modes de sélection des libérés conditionnels sur le taux

de retour Nous avons montré, dans la limite des données disponibles, que ces facteurs de sélection n'expliquaient que la moitié de l'écart entre les taux de retour des libérés conditionnels et des détenus libérés en fin de peine. Et si la préparation à la sortie que nécessite une libération conditionnelle n'était pas inutile ? Et si l'action des CPAL en matière de contrôle et d'assistance était utile à la lutte contre la récidive ?

\* Enfin l'étude *"Libération sans retour ?"* a permis une connaissance approfondie du devenir judiciaire des condamnés à de longues peines (trois ans et plus) grâce à la constitution de sous-cohortes définies par la nature de l'infraction initiale (facteur le plus discriminant) et à une analyse multicritère dépassant la simple notion de "retour en prison" utilisée dans les enquêtes précédentes.

Nous pensons que la connaissance de ces données, si éloignées de nombreux "on dit", en particulier en ce qui concerne les délinquants sexuels, doit permettre d'aborder de front la question de la diminution des durées de détention effectives et de trouver les moyens de relancer une institution en voie de disparition : la libération conditionnelle.

## Quelques références bibliographiques

Barré (M-D) et Tournier (P), *La mesure du temps carcéral, observation suivie d'une cohorte d'entrants*, CESDIP, Déviance et contrôle social, n°48, 1988.

Kensey (A), *Le temps compté*, Direction de l'administration pénitentiaire (SCERI), Travaux et documents, n°43, 1992.

Kensey (A), Tournier (P), *Le retour en prison : analyse diachronique (détenus libérés en 1973 - détenus libérés en 1982, initialement condamnés à trois ans ou plus)*, Direction de l'administration pénitentiaire, Travaux et documents, n°40, 1991.

Kensey (A), Tournier (P), *Libération sans retour ? devenir judiciaire de la cohorte des sortants de 1982, condamnés à trois ans ou plus*, CESDIP, Etudes et données pénales n°69, direction de l'administration pénitentiaire (SCERI), Travaux et documents n°47, 1995.

Kensey (A), Tournier (P), *La population des prisons est-elle condamnée à croître ?* CESDIP, direction de l'administration pénitentiaire (SCERI), 1995.

Kensey (A), Tournier (P), Longues peines, quel devenir judiciaire après la libération ?, *Questions Pénales*, VIII, 1, 1995.

Meurs (D), Tournier (P), "L'érosion des peines, analyse statistique de cohortes de détenus libérés, condamnés à une peine de trois ans ou plus", *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1985, 3, 533-540.

Tournier (P), Barré (M-D), "L'érosion des peines perpétuelles", *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1983, 3, 505- 512.

Tournier (P), "La détention des mineurs, observation suivie d'une cohorte d'entrants", Lausanne, *Bulletin de criminologie*, n°2, 1993, 9-25.

Tournier (P), "La récidive et sa mesure : production de l'information, interprétation des résultats et diffusion des connaissances, in Martin Killias (Ed.), *Récidive et réhabilitation*, Groupe suisse de travail de criminologie, collection criminologie, vol. 10, Chur, Verlag Rüegger, 1993, 35-45.

Tournier (P), "Inflation carcérale et alternatives à l'emprisonnement", La documentation française, *regards sur l'actualité*, 206, 47-55, 1994.

## **Annexes statistiques**

# 1. Flux de sorties en fin de peine ou en libération conditionnelle (métropole)

Source : CESDIP/Basc Sept

| Années | Fin de peine<br>(X) (1) | LC - JAP | LC - GDS | LC- ensemble<br>(Y). | X + Y | Y/X+Y en % |
|--------|-------------------------|----------|----------|----------------------|-------|------------|
| 1973   | 48292                   | 3146     | 1571     | 4717                 | 53009 | 8,9        |
| 1974   | 40944                   | 3441     | 1222     | 4663                 | 45607 | 10,2       |
| 1975   | 38520                   | 3511     | 856      | 4367                 | 42887 | 10,2       |
| 1976   | 42146                   | 4155     | 699      | 4854                 | 47000 | 10,3       |
| 1977   | 44480                   | 4868     | 701      | 5569                 | 50049 | 11,1       |
| 1978   | 49172                   | 4924     | 783      | 5707                 | 54879 | 10,4       |
| 1979   | 51108                   | 5803     | 694      | 6497                 | 57605 | 11,3       |
| 1980   | 55957                   | 5359     | 644      | 6003                 | 61960 | 9,7        |
| 1981   | 52859                   | 4132     | 423      | 4555                 | 57414 | 7,9        |
| 1982   | 33976                   | 3953     | 585      | 4538                 | 38514 | 11,8       |
| 1983   | 44293                   | 4229     | 597      | 4826                 | 49119 | 9,8        |
| 1984   | 46593                   | 4521     | 339      | 4860                 | 51453 | 9,4        |
| 1985   | 47080                   | 5258     | 737      | 5995                 | 53075 | 11,3       |
| 1986   | 48355                   | 6369     | 654      | 7023                 | 55378 | 12,7       |
| 1987   | 55999                   | 8195     | 452      | 8647                 | 61646 | 14,0       |
| 1988   | 53483                   | 7175     | 613      | 7788                 | 61271 | 12,7       |
| 1989   | 45049                   | 5654     | 579      | 6233                 | 51282 | 12,2       |
| 1990   | 44955                   | 5634     | 526      | 6160                 | 51115 | 12,1       |
| 1991   | 55899                   | 5675     | 494      | 6180                 | 62079 | 10,0       |
| 1992   | 58232                   | 4544     | 885      | 5429                 | 63661 | 8,5        |
| 1993   | 50749                   | 4754     | 270      | 5024                 | 55773 | 9,0        |
| 1994   | 53197                   | 5372     | 242      | 5614                 | 58811 | 9,5        |

(1) y compris grâce, amnistie, extradition, expulsion

## 2. Libération conditionnelle - compétence juge d'application des peines

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années (1) | Nombre de condamnés<br>remplissant les<br>conditions | Nombre de condamnés<br>admis | % d'admissions |
|------------|------------------------------------------------------|------------------------------|----------------|
| 1973       | 10162                                                | 2981                         | 29,3           |
| 1974       | "                                                    | 3348                         | "              |
| 1975       | "                                                    | 3383                         | "              |
| 1976       | "                                                    | 4192                         | "              |
| 1977       | 18399                                                | 4567                         | 24,8           |
| 1978       | 18714                                                | 4383                         | 23,4           |
| 1979       | 21587                                                | 5668                         | 26,3           |
| 1980       | 23098                                                | 5327                         | 23,1           |
| 1981       | 21279                                                | 4124                         | 19,4           |
| 1982       | 18573                                                | 3876                         | 20,9           |
| 1983       | 20356                                                | 4044                         | 19,9           |
| 1984       | 23383                                                | 4243                         | 18,1           |
| 1985       | 25574                                                | 5206                         | 20,4           |
| 1986       | 28324                                                | 6544                         | 23,1           |
| 1987       | 34474                                                | 8357                         | 24,2           |
| 1988       | 39940                                                | 8167                         | 26,4           |
| 1989       | 26587                                                | 5474                         | 20,6           |
| 1990       | 27764                                                | 5756                         | 20,7           |
| 1991       | 31321                                                | 5589                         | 17,8           |
| 1992       | 34373                                                | 4166                         | 12,1           |
| 1993       | 53868                                                | 5469                         | 10,2           |

(1) à partir de 1993 : compétence = moins de 5 ans

### 3. Libération conditionnelle - compétence Garde des Sceaux : dossiers transmis à la Chancellerie

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années (1) | Nombre de condamnés remplissant les conditions (A) | Nombre de propositions transmises à la Chancellerie (B) | % de dossiers transmis (B/A) |
|------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------|
| 1976       | 3198                                               | 1387                                                    | 43,3                         |
| 1977       | 3618                                               | 1424                                                    | 39,4                         |
| 1978       | 3649                                               | 1508                                                    | 41,3                         |
| 1979       | (4338)                                             | 1592                                                    | 36,7                         |
| 1980       | (4413)                                             | 1411                                                    | 32,0                         |
| 1981       | (4737)                                             | "                                                       | "                            |
| 1982       | (4993)                                             | 1503                                                    | (30,1)                       |
| 1983       | (5061)                                             | 1464                                                    | (28,9)                       |
| 1984       | (5184)                                             | 1353                                                    | (26,1)                       |
| 1985       | (6138)                                             | 1415                                                    | (23,1)                       |
| 1986       | (6040)                                             | 1412                                                    | (23,4)                       |
| 1987       | (7222)                                             | 1563                                                    | (21,6)                       |
| 1988       | (7910)                                             | 1798                                                    | (22,7)                       |
| 1989       | "                                                  | "                                                       | "                            |
| 1990       | 6924                                               | 1505                                                    | 21,7                         |
| 1991       | 7561                                               | 1463                                                    | 19,3                         |
| 1992       | "                                                  | 1047                                                    | "                            |
| 1993       | "                                                  | 593                                                     | "                            |

(1) à partir de 1993 : compétence = plus de 5 ans

( ) données recalculées (voir annexe)

#### 4. Libération conditionnelle - compétence Garde des Sceaux : décisions ministérielles

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années (1) | Nombre de propositions examinées par le comité consultatif (C) | Arrêts d'admission (D) | % d'arrêts d'admission (D/C) | D/A en % (2) |
|------------|----------------------------------------------------------------|------------------------|------------------------------|--------------|
| 1973       | 1587                                                           | 1370                   | 86,3                         | "            |
| 1974       | 1599                                                           | 1147                   | 71,7                         | "            |
| 1975       | 1362                                                           | 888                    | 65,2                         | "            |
| 1976       | 1222                                                           | 673                    | 55,1                         | (21,0)       |
| 1977       | 1404                                                           | 863                    | 61,5                         | 23,8         |
| 1978       | 1430                                                           | 880                    | 61,5                         | 24,1         |
| 1979       | 1382                                                           | 681                    | 49,3                         | 15,7         |
| 1980       | 1335                                                           | 534                    | 40,0                         | 12,1         |
| 1981       | 1150                                                           | 559                    | 48,6                         | 11,8         |
| 1982       | 1284                                                           | 719                    | 56,0                         | 14,4         |
| 1983       | 1283                                                           | 668                    | 52,1                         | 13,2         |
| 1984       | 1351                                                           | 591                    | 43,7                         | 11,4         |
| 1985       | 1266                                                           | 712                    | 56,2                         | 11,6         |
| 1986       | 1194                                                           | 453                    | 37,9                         | 7,5          |
| 1987       | 1413                                                           | 520                    | 36,8                         | 7,2          |
| 1988       | 1508                                                           | 704                    | 46,7                         | 8,9          |
| 1989       | 1510                                                           | 742                    | 49,1                         | "            |
| 1990       | 1255                                                           | 605                    | 48,2                         | 8,7          |
| 1991       | 1150                                                           | 589                    | 51,2                         | 7,8          |
| 1992       | 1149                                                           | 513                    | 45,0                         | "            |
| 1993       | 589                                                            | 276                    | 47,0                         | "            |

(1) à partir de 1993 : compétence = plus de 5 ans

(2) pourcentage de détenus admis à la libération conditionnelle par rapport à l'ensemble des condamnés remplissant les conditions légales de délai

( ) donnée recalculée

## 5.1. Réductions de peine pour bonne conduite - loi du 29 déc.1972 (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(1) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1973   | 38470               | 34703                       | 90,2     | 15875                             | 45,7     |
| 1974   | 34903               | 32584                       | 93,4     | 17853                             | 54,8     |
| 1975   | 34 953              | 33573                       | 96,1     | 20724                             | 61,7     |
| 1976   | 38640               | 37220                       | 96,3     | 22406                             | 60,2     |
| 1977   | 39925               | 37730                       | 94,5     | 25149                             | 66,7     |
| 1978   | 40448               | 38652                       | 95,6     | 27155                             | 70,3     |
| 1979   | 41808               | 40038                       | 95,8     | 29085                             | 72,6     |
| 1980   | 45704               | 43931                       | 96,1     | 31779                             | 72,3     |
| 1981   | 44618               | 43151                       | 96,7     | 31906                             | 73,9     |
| 1982   | 37649               | 36388                       | 96,7     | 28052                             | 77,1     |
| 1983   | 40553               | 39082                       | 96,4     | 30466                             | 78,0     |
| 1984   | 45111               | 43516                       | 96,5     | 33702                             | 77,4     |
| 1985   | 47408               | 45726                       | 96,5     | 35719                             | 78,1     |
| 1986   | 55485               | 53406                       | 96,3     | 42702                             | 80,0     |
| 1987   | 66230               | 63864                       | 96,4     | 52464                             | 82,1     |
| 1988   | 65263               | 63051                       | 96,6     | 52985                             | 84,0     |
| 1989   | 61557               | 59472                       | 96,6     | 49792                             | 83,7     |
| 1990   | 63033               | 60996                       | 96,8     | 51639                             | 84,7     |
| 1991   | 51279               | 48563                       | 94,7     | 41702                             | 85,9     |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) trois mois par année d'incarcération et sept jours par mois pour une durée d'incarcération moindre

Art. 721 (*L.n°72-1226 du 29 déc.1972*) Une réduction de peine peut être accordée aux condamnés (*L.n°85-1407 du 30 déc. 1985*) "détenus en exécution d'une ou plusieurs peines privatives de liberté", s'ils ont donné des preuves suffisantes de bonne conduite.

Cette réduction est accordée par le juge de l'application des peines, après avis de la commission de l'application des peines, sans qu'elle puisse excéder trois mois par année d'incarcération et sept jours par mois pour une durée d'incarcération moindre.

Elle est prononcée en une fois si l'incarcération est inférieure à une année et par fractions annuelles dans le cas contraire. Toutefois pour l'incarcération subie sous le régime de la détention provisoire, elle est prononcée, le cas échéant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la condamnation est devenue définitive.

Dans l'année suivant son octroi, et en cas de mauvaise conduite du condamné en détention, la réduction de peine peut être rapportée en tout ou en partie par le juge de l'application des peines après avis de la commission de l'application des peines.

Pour l'application du présent article, la situation de chaque condamné est examinée au moins une fois par an.

## 5.2. Réductions de peine pour bonne conduite - loi du 29 déc. 1972- : incarcération inférieure à un an (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(1) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1973   | 20996               | 19025                       | 90,6     | 8210                              | 43,2     |
| 1974   | 19882               | 18776                       | 94,4     | 9659                              | 51,4     |
| 1975   | 20558               | 19780                       | 96,2     | 12324                             | 62,3     |
| 1976   | 21490               | 20750                       | 96,6     | 12605                             | 60,7     |
| 1977   | 22238               | 21279                       | 95,7     | 14342                             | 67,4     |
| 1978   | 23578               | 22835                       | 96,8     | 16176                             | 70,8     |
| 1979   | 24684               | 23763                       | 96,3     | 17866                             | 75,2     |
| 1980   | 26953               | 25942                       | 96,2     | 18766                             | 72,3     |
| 1981   | 25109               | 24356                       | 97,0     | 17847                             | 73,3     |
| 1982   | 19543               | 18890                       | 96,7     | 14241                             | 75,4     |
| 1983   | 22239               | 21438                       | 96,4     | 16465                             | 76,8     |
| 1984   | 24597               | 23738                       | 96,5     | 18540                             | 78,1     |
| 1985   | 25702               | 24832                       | 96,6     | 19824                             | 79,8     |
| 1986   | 34568               | 33347                       | 96,5     | 27608                             | 82,8     |
| 1987   | 40847               | 39467                       | 96,6     | 33684                             | 85,3     |
| 1988   | 38868               | 37679                       | 96,9     | 32842                             | 87,2     |
| 1989   | 36338               | 35093                       | 96,6     | 30434                             | 86,7     |
| 1990   | 38009               | 36800                       | 96,8     | 32573                             | 88,5     |
| 1991   | 31479               | 29988                       | 95,3     | 26835                             | 89,5     |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) sept jours par mois

5.3. Réductions de peine pour bonne conduite -loi du 29 déc. 1972- : incarcération égale ou supérieure à un an (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(1) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1973   | 17474               | 15678                       | 89,7     | 7665                              | 48,9     |
| 1974   | 15021               | 13808                       | 91,9     | 8194                              | 59,3     |
| 1975   | 14395               | 13793                       | 95,8     | 8400                              | 60,9     |
| 1976   | 17150               | 16470                       | 96,0     | 9801                              | 59,5     |
| 1977   | 17687               | 16451                       | 93,0     | 10807                             | 65,7     |
| 1978   | 16870               | 15817                       | 93,8     | 10979                             | 69,4     |
| 1979   | 17124               | 16275                       | 95,0     | 11219                             | 68,9     |
| 1980   | 18751               | 17989                       | 95,9     | 13013                             | 69,4     |
| 1981   | 19509               | 18795                       | 96,3     | 14059                             | 74,8     |
| 1982   | 18106               | 17498                       | 96,6     | 13811                             | 78,9     |
| 1983   | 18314               | 17644                       | 96,3     | 14001                             | 79,4     |
| 1984   | 20514               | 19778                       | 96,4     | 15162                             | 78,5     |
| 1985   | 21706               | 20894                       | 96,3     | 15895                             | 76,1     |
| 1986   | 20917               | 20059                       | 95,8     | 15094                             | 75,2     |
| 1987   | 25383               | 24397                       | 96,1     | 18780                             | 77,0     |
| 1988   | 26395               | 25372                       | 96,1     | 20143                             | 79,4     |
| 1989   | 25219               | 24379                       | 96,7     | 19358                             | 79,4     |
| 1990   | 25024               | 24196                       | 96,7     | 19066                             | 78,8     |
| 1991   | 19800               | 18575                       | 93,8     | 14867                             | 80,0     |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) trois mois par année d'incarcération

# 6.1. Réductions de peine exceptionnelles pour réussite à un examen - loi du 11 juil.1975 (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés (A) | Réductions accordées (B) | B/A en % | Réduction = maximum (C) (2) | C/B en % |
|--------|------------------|--------------------------|----------|-----------------------------|----------|
| 1976   | 1571             | 1387                     | 88,3     | 767                         | 55,3     |
| 1977   | 1609             | 1429                     | 88,8     | 835                         | 58,4     |
| 1978   | 1560             | 1423                     | 91,2     | 819                         | 57,6     |
| 1979   | 2064             | 1967                     | 95,3     | 1313                        | 66,8     |
| 1980   | 2343             | 2146                     | 91,6     | 1346                        | 62,7     |
| 1981   | 2576             | 2345                     | 91,0     | 1539                        | 65,6     |
| 1982   | 2628             | 2464                     | 93,8     | 1600                        | 64,9     |
| 1983   | 2689             | 2479                     | 92,2     | 1590                        | 64,1     |
| 1984   | 3246             | 3018                     | 93,0     | 1887                        | 62,5     |
| 1985   | 3948             | 3712                     | 94,0     | 2258                        | 60,8     |
| 1986   | 3651             | 3390                     | 92,9     | 1839                        | 54,2     |
| 1987   | 2743             | 2522                     | 91,9     | 1474                        | 58,4     |
| 1988   | 1686             | 1583                     | 93,9     | 1060                        | 67,0     |
| 1989   | 765              | 708                      | 92,5     | 467                         | 66,0     |
| 1990   | 282              | 259                      | 91,8     | 174                         | 67,2     |
| 1991   | 124              | 121                      | 97,6     | 76                          | 62,8     |
| 1992   | "                | "                        | "        | "                           | "        |
| 1993   | "                | "                        | "        | "                           | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986, à partir de 1987, elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986

(2) trois mois par année d'incarcération et sept jours par mois pour une durée d'incarcération moindre

Art. 721-1. (L.75-624 du 11 juil.1975) Une réduction de peine exceptionnelle peut être accordée aux condamnés détenus ayant passé avec succès les épreuves d'un examen scolaire, universitaire ou professionnel.

Cette réduction est prononcée, sans préjudice de l'application des articles 721 et 729-1 dans les formes et conditions prévues aux alinéas 2 et 3 de l'article 721.

6.2. Réductions de peine exceptionnelles pour réussite à un examen - loi du 11 juil. 1975- :  
incarcération inférieure à un an (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(2) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1976   | 280                 | 230                         | 82,1     | 102                               | 44,3     |
| 1977   | 307                 | 246                         | 80,1     | 112                               | 45,5     |
| 1978   | 188                 | 167                         | 88,8     | 77                                | 46,1     |
| 1979   | 301                 | 274                         | 91,0     | 101                               | 36,9     |
| 1980   | 378                 | 345                         | 91,3     | 158                               | 45,8     |
| 1981   | 439                 | 421                         | 95,9     | 213                               | 50,6     |
| 1982   | 409                 | 385                         | 94,1     | 190                               | 49,4     |
| 1983   | 565                 | 525                         | 92,9     | 223                               | 42,5     |
| 1984   | 648                 | 579                         | 89,4     | 256                               | 44,2     |
| 1985   | 926                 | 873                         | 94,3     | 379                               | 43,4     |
| 1986   | 830                 | 757                         | 91,2     | 432                               | 57,1     |
| 1987   | 518                 | (3)                         | (3)      | 305                               | (3)      |
| 1988   | 397                 | 373                         | 94,0     | 273                               | 68,8     |
| 1989   | 123                 | 102                         | 82,9     | 57                                | 55,9     |
| 1990   | 87                  | (3)                         | (3)      | 54                                | (3)      |
| 1991   | (3)                 | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986: à partir de 1987 elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

(2) sept jours par mois

(3) données incohérentes

6.3. Réductions de peine exceptionnelles pour réussite à un examen -loi du 11 juil. 1975- :  
incarcération égale ou supérieure à un an (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(2) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1976   | 1291                | 1157                        | 89,6     | 665                               | 57,5     |
| 1977   | 1302                | 1183                        | 90,9     | 723                               | 61,1     |
| 1978   | 1372                | 1256                        | 91,5     | 742                               | 59,1     |
| 1979   | 1763                | 1693                        | 96,0     | 1212                              | 71,6     |
| 1980   | 1965                | 1801                        | 91,7     | 1188                              | 66,0     |
| 1981   | 2137                | 1924                        | 90,0     | 1326                              | 68,9     |
| 1982   | 2219                | 2079                        | 93,7     | 1410                              | 67,8     |
| 1983   | 2124                | 1954                        | 92,0     | 1367                              | 70,0     |
| 1984   | 2598                | 2439                        | 93,9     | 1631                              | 66,9     |
| 1985   | 3022                | 2839                        | 93,9     | 1879                              | 66,2     |
| 1986   | 2821                | 2633                        | 93,3     | 1407                              | 53,4     |
| 1987   | 2225                | (3)                         | (3)      | 1169                              | (3)      |
| 1988   | 1289                | 1210                        | 93,9     | 787                               | 65,0     |
| 1989   | 642                 | 606                         | 94,4     | 410                               | 67,7     |
| 1990   | 195                 | (3)                         | (3)      | 120                               | (3)      |
| 1991   | (3)                 | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986; à partir de 1987 elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

(2) trois mois par année d'incarcération.

(3) données incohérentes

## 7.1. Réductions de peine supplémentaires - loi du 11 juil. 1975 (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(2) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1976   | 1792                | 691                         | 38,6     | 342                               | 49,5     |
| 1977   | 2629                | 1213                        | 46,1     | 650                               | 53,6     |
| 1978   | 2223                | 1341                        | 60,3     | 815                               | 60,8     |
| 1979   | 3325                | 2192                        | 65,9     | 1453                              | 66,3     |
| 1980   | 4273                | 2886                        | 67,5     | 1807                              | 62,6     |
| 1981   | 4344                | 3208                        | 73,8     | 1884                              | 58,7     |
| 1982   | 4488                | 3584                        | 79,9     | 2051                              | 57,2     |
| 1983   | 4902                | 3962                        | 80,8     | 2286                              | 57,7     |
| 1984   | 4961                | 4066                        | 82,0     | 2456                              | 60,4     |
| 1985   | 6190                | 5157                        | 83,3     | 3508                              | 68,0     |
| 1986   | 4998                | 4498                        | 90,0     | 2514                              | 55,9     |
| 1987   | 6146                | 5086                        | 82,8     | 3181                              | 62,5     |
| 1988   | 5413                | 4782                        | 88,3     | 3028                              | 63,3     |
| 1989   | 4276                | 3814                        | 89,2     | 2600                              | 68,2     |
| 1990   | 1768                | 1537                        | 86,9     | 1061                              | 69,0     |
| 1991   | 1839                | 1591                        | 86,5     | 1262                              | 79,3     |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986; à partir de 1987 elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

(2) trois mois par année d'incarcération et sept jours par mois pour une durée d'incarcération moindre

Art. 729-1 (*L n°75-624 du 11 juillet 1975*) Après trois ans de détention, une réduction de peine supplémentaire peut être accordée, dans les formes et conditions prévues à l'article 721 aux condamnés présentant des gages exceptionnels de réadaptation sociale.

## 7.2. Réductions de peine supplémentaires -loi du 11 juil. 1975- : incarcération inférieure à un an (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(2) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1976   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1977   | 489                 | 158                         | 32,3     | 115                               | 72,8     |
| 1978   | 557                 | 234                         | 42,0     | 135                               | 57,7     |
| 1979   | 912                 | 496                         | 54,4     | 294                               | 59,3     |
| 1980   | 1297                | 806                         | 62,1     | 503                               | 62,4     |
| 1981   | 1321                | 867                         | 65,6     | 576                               | 66,4     |
| 1982   | 1263                | 923                         | 73,1     | 517                               | 56,0     |
| 1983   | 1639                | 1194                        | 72,8     | 697                               | 58,4     |
| 1984   | 1535                | 1147                        | 74,7     | 731                               | 63,7     |
| 1985   | 2790                | 2255                        | 80,8     | 1691                              | 75,0     |
| 1986   | 1684                | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1987   | 1856                | 1518                        | 81,8     | 1099                              | 72,4     |
| 1988   | 1577                | 1386                        | 87,9     | 1014                              | 73,2     |
| 1989   | 1208                | 1088                        | 90,1     | 860                               | 79,0     |
| 1990   | 464                 | 379                         | 81,7     | 260                               | 68,6     |
| 1991   | (3)                 | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986: à partir de 1987 elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

(2) sept jours par mois

(3) données incohérentes

7.3. Réductions de peine supplémentaires -loi du 11 juil. 1975- : incarcération égale ou supérieure à un an (métropole) (1)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C)<br>(2) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|-----------------------------------|----------|
| 1976   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1977   | 2140                | 1055                        | 49,3     | 535                               | 50,7     |
| 1978   | 1666                | 1107                        | 66,4     | 680                               | 61,4     |
| 1979   | 2413                | 1696                        | 70,3     | 1159                              | 68,3     |
| 1980   | 2976                | 2080                        | 69,9     | 1304                              | 62,7     |
| 1981   | 3023                | 2341                        | 77,4     | 1308                              | 55,9     |
| 1982   | 3225                | 2661                        | 82,5     | 1534                              | 57,6     |
| 1983   | 3263                | 2768                        | 84,8     | 1589                              | 57,4     |
| 1984   | 3426                | 2919                        | 85,2     | 1725                              | 59,1     |
| 1985   | 3400                | 2902                        | 85,4     | 1817                              | 62,6     |
| 1986   | 3314                | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1987   | 4290                | 3568                        | 83,2     | 2082                              | 58,4     |
| 1988   | 3836                | 3396                        | 88,5     | 2014                              | 59,3     |
| 1989   | 3068                | 2726                        | 88,9     | 1740                              | 63,8     |
| 1990   | 1304                | 1158                        | 88,8     | 801                               | 69,2     |
| 1991   | (3)                 | (3)                         | (3)      | (3)                               | (3)      |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                                 | "        |

(1) cette réduction est supprimée par la loi du 9 septembre 1986: à partir de 1987 elle ne peut concerner que des détenus condamnés avant le 2 octobre 1986.

(2) trois mois par année d'incarcération

(3) données incohérentes

### 8.1. Réductions de peine supplémentaires- loi du 19 sept. 1986 (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés<br>(A) | Réductions<br>accordées (B) | B/A en % | Réduction =<br>maximum (C) | C/B en % |
|--------|---------------------|-----------------------------|----------|----------------------------|----------|
| 1987   | "                   | "                           | "        | "                          | "        |
| 1988   | 10669               | 8480                        | 79,5     | 4782                       | 56,4     |
| 1989   | 14812               | 11545                       | 77,9     | 6126                       | 53,1     |
| 1990   | 14112               | 11501                       | 81,5     | 7255                       | 63,1     |
| 1991   | 18462               | 15211                       | 82,4     | 9201                       | 60,5     |
| 1992   | "                   | "                           | "        | "                          | "        |
| 1993   | "                   | "                           | "        | "                          | "        |

Art.721-1 (L.n°86-1021 du 9 sept.1986) Après un an de détention une réduction supplémentaire de la peine peut être accordée aux condamnés qui manifestent des efforts sérieux de réadaptation sociale, notamment en passant avec succès un examen scolaire, universitaire ou professionnel traduisant l'acquisition de connaissances nouvelles ou en justifiant de progrès réels dans le cadre d'un enseignement ou d'une formation.

Cette réduction, accordée par le juge de l'application des peines après avis de la commission de l'application des peines, ne peut excéder, si le condamné est en état de récidive légale, un mois par année d'incarcération ou de deux jours par mois lorsque la durée d'incarcération restant à subir est inférieure à une année. Si le condamné n'est pas en état de récidive légale, ces limites sont respectivement portées à deux mois et à quatre jours. Les dispositions du troisième alinéa de l'article 721 sont applicables.

## 8.2. Réductions de peine supplémentaires - loi du 9 sept. 1986- : période examinée inférieure à un an (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés (A) | Réductions accordées (B) | B/A en % | Réduction = maximum (C) | C/B en % |
|--------|------------------|--------------------------|----------|-------------------------|----------|
| 1987   | "                | "                        | "        | "                       | "        |
| 1988   | 3793             | (1)                      | (1)      | (1)                     | (1)      |
| 1989   | 6251             | 4695                     | 75,1     | 2653                    | 49,8     |
| 1990   | 4810             | 3825                     | 79,5     | 2674                    | 69,9     |
| 1991   | (1)              | (1)                      | (1)      | (1)                     | (1)      |
| 1992   | "                | "                        | "        | "                       | "        |
| 1993   | "                | "                        | "        | "                       | "        |

(1) données incohérentes

## 8.3. Réductions de peine supplémentaires - loi du 9 sept. 1986- : période examinée égale à un an (métropole)

Source : rapports annuels de l'administration pénitentiaire

| Années | Cas examinés (A) | Réductions accordées (B) | B/A en % | Réduction = maximum (C) | C/B en % |
|--------|------------------|--------------------------|----------|-------------------------|----------|
| 1987   | "                | "                        | "        | "                       | "        |
| 1988   | 6876             | (1)                      | (1)      | (1)                     | (1)      |
| 1989   | 8561             | 6850                     | 80,0     | 3473                    | 50,7     |
| 1990   | 9302             | 7676                     | 82,5     | 4581                    | 59,7     |
| 1991   | (1)              | (1)                      | (1)      | (1)                     | (1)      |
| 1992   | "                | "                        | "        | "                       | "        |
| 1993   | "                | "                        | "        | "                       | "        |

(1) données incohérentes